

Une

Union

de la Méditerranée



*En 2007, la France propose la création
d'une Union de la Méditerranée.
Quels en sont les enjeux pour les États des deux rives
et pour l'Europe ?*

(d'après "le Dessous des Cartes" – mars 2008)

Vers une Union méditerranéenne



Le projet d'une Union méditerranéenne a été avancé par la France en 2007 pour tenter de rapprocher les Etats riverains de la Méditerranée, plus l'Autorité palestinienne et la Commission européenne : soit 18 Etats au total.

Vers une Union méditerranéenne



*Cette mer n'a pas forcément une fonction de lien,
et ces 18 Etats n'ont pas forcément une vision commune de l'avenir.
Il est pourtant clair qu'ils ont en commun
un certain nombre d'intérêts et de problèmes à résoudre.*

Des différences de richesse entre les deux rives



On constate d'abord un différentiel de revenus très important entre les deux rives de la Méditerranée.

Le revenu par habitant des Etats de la rive nord, dépasse en moyenne les 15 000 Euros, alors que sur la rive Sud, il est en moyenne inférieur à 5000 Euros, à l'exception d'Israël, dont le PIB / habitant se rapproche des pays européens.

l'Asymétrie démographique



Sur la rive nord de la Méditerranée, les pays de l'Union européenne ont un taux de fécondité moyen de 1,5 enfant par femme, alors qu'il atteint sur la rive sud, un taux moyen de 2,8.

Si on additionne un développement économique insuffisant et une pression démographique forte, on a des facteurs d'instabilité qui peuvent à terme venir s'ajouter à d'autres facteurs, de type politiques

Des facteurs d'instabilité politique



En Algérie, la situation politique ne parvient toujours pas à se stabiliser totalement. Les régimes de la rive Sud de la Méditerranée, qui sont presque tous des régimes autoritaires, en particulier la Tunisie et la Syrie, sont confrontés à des crises de légitimité, puisque les dirigeants ne se renouvellent pas, les sociétés civiles sont bloquées, s'impatientent et se tournent vers les thèses social-islamistes.

Des facteurs d'instabilité politique



S'il y avait des élections libres, les islamistes l'emporteraient partout, sauf peut-être au Liban et en Libye.

A cela s'ajoutent les conséquences du choc du 11 septembre 2001, qui ont engendré des sentiments anti-musulman, voire anti-arabe.

l'Impact du conflit israélo-palestinien



En sens inverse, le conflit israélo-palestinien renforce le sentiment anti-Israël, ou pire, nourrit l'antisémitisme.

Tout comme l'intervention américaine en Irak, qui nourrit depuis 2003, les sentiments anti-américains dans les pays arabes, voire anti-occidentaux.

L'Échec du processus de Barcelone



Le Processus de Barcelone mis en place en 1995 par l'Union européenne pour tenter de rapprocher l'Union de son Sud a beaucoup déçu.

D'où cette idée du gouvernement français d'Union méditerranéenne lancée en 2007.

À l'origine, elle est initiée par Jean Louis Guigou, le délégué général de l'IPEMED, un Institut travaillant sur la Méditerranée, et proposant une approche pragmatique de la coopération.

L'Enjeu de l'eau



*Le déficit hydrique ne cesse d'augmenter sur le pourtour méditerranéen.
En effet, un certain nombre de pays riverains de la Méditerranée
- à savoir Israël, les Territoires palestiniens, la Libye, Malte, la Tunisie -
utilisent de plus en plus d'eau,
et se rapprochent progressivement d'une situation de pénurie.*

Des pénuries en eau croissantes



En 2025, le Maroc, l'Égypte, le Liban, Chypre connaîtront également des pénuries en eau, ce qui est inquiétant, car dans ces pays dominent les activités agricoles et le secteur du tourisme, qui sont tous deux, grands consommateurs d'eau.

Il paraît donc nécessaire d'avoir de nouveaux outils de coopération et de développement, notamment pour le financement d'usines de dessalement.

l'Enjeu de la pollution



*Cette carte nous montre le bassin versant de la Méditerranée :
les fleuves et les rivières sont nombreux,
mais ceux qui sont en rouge sur la carte indiquent qu'ils sont totalement pollués.
Le projet d'Union méditerranéenne prévoit la mise en place d'une " Agence de bassin",
afin de gérer et traiter en commun les sources de pollution.*

l'Enjeu migratoire



Les flèches sur la carte indiquent les principaux axes de pénétration des migrants venant d'Afrique, du Proche-Orient, vers l'Europe.

Les difficultés économiques des pays de la rive Sud poussent des hommes jeunes à chercher à entrer à l'intérieur des frontières de l'Union européenne pour y trouver du travail. A leurs mobiles économiques s'ajoutent souvent des liens historiques et familiaux.

les Migrations, un besoin partagé ?



Cette carte localise en Europe ou à sa périphérie immédiate, les centres de rétention où ces migrants attendent une réponse sur leur entrée ou leur reconduite à la frontière. Cette question des migrations est la plupart du temps traitée comme un enjeu politique, ou pire politicien,

sans mesurer qu'au besoin économique du Sud peut répondre un besoin démographique du Nord.

Vers de nouveaux outils financiers



On remarque aussi les points de passage des trafics, les frontières sont poreuses, impossibles à contrôler car passant au milieu des déserts et des montagnes. Si la province de l'Helmand est connue comme centre traditionnel de production du pavot, les principales zones de production recourent en partie les zones où la situation sécuritaire a empiré.

Vers une régionalisation euro-méditerranéenne



*On note aussi le besoin de nouveaux outils financiers.
Les investissements directs étrangers (IDE) sont relativement faibles en Afrique du Nord,
hormis dans le secteur des hydrocarbures.*

Vers une régionalisation euro-méditerranéenne



L'Union méditerranéenne prévoit la mise sur pied d'une banque euro-méditerranéenne, équivalente à la BERD conçue pour l'Europe de l'Est, et ce, pour financer la construction ou la rénovation des infrastructures, qui sont très défectueuses dans cette région.

Vers une régionalisation euro-méditerranéenne



*Autre nécessité si l'on veut travailler sur le moyen terme,
la mise en place d'un Erasmus euro-arabe,
pour des échanges beaucoup plus nombreux entre étudiants,
et entre les universités européennes et arabes.*

Vers une régionalisation euro-méditerranéenne



Sur le plus long terme, la mise sur pied d'une commission pour l'élaboration de livres d'histoire sinon communs, du moins tentant de rapprocher peu à peu ce que les uns et les autres apprennent de "l'Autre", comme l'Allemagne et la France l'ont fait dans un travail qui a duré près de 30 ans.

Et pourtant on entend déjà de nombreuses réactions négatives :

- dans le Maghreb, on est déjà méfiants

car ce projet pourrait s'inscrire dans un nouveau rapport d'inégalité, les pays du Sud étant une fois encore des satellites économiques, et maintenant des auxiliaires de politique anti-migratoires ;

- vue de Turquie, l'Union de la Méditerranée ne serait qu'une astuce géopolitique pour écarter l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ;

- vue de Berlin, de Bruxelles, de Rome, de Madrid, pas question d'être simplement spectateur d'un projet où la France assurerait seule le leadership, et jouant seule sur son ancienne zone.

Pourquoi faudrait-il abandonner le "Processus de Barcelone" qui avait été initié entre les deux rives en 1995 ? Alors, dans ce projet d'Union de la Méditerranée, en fait, la géographie ne sert pas à grand-chose. Ce sont l'économie et la politique qui pilotent ici.